

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/W/177
15 juillet 2002

(02-3919)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

DEMANDE DE STATUT D'OBSERVATEUR PRÉSENTÉE PAR LE SECRÉTARIAT DE LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

Le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, par laquelle il demande le statut d'observateur au Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC.

Dans la décision VI/20 sur la coopération avec d'autres organisations et initiatives et d'autres conventions, la Conférence des Parties a reconnu l'importance de la coopération avec l'OMC sur les questions qui entrent dans le cadre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et pour préparer la mise en œuvre du Protocole; elle a insisté sur la nécessité de parvenir à une complémentarité avec les accords pertinents de l'OMC, en particulier l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, dans la perspective d'un développement durable. En conséquence, au paragraphe 29 de la décision VI/20, la Conférence des Parties a prié le Secrétaire exécutif *"de demander à l'Organisation mondiale du commerce le statut d'observateur et de représenter la Convention sur la diversité biologique aux réunions du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires et du Comité des obstacles techniques au commerce"*.

Conformément à cette décision, je souhaite demander le statut d'observateur pour le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique aux Comités de l'OMC susmentionnés. Je suis convaincu qu'une telle initiative contribuera à accroître la complémentarité entre les accords commerciaux et les accords sur l'environnement et attends avec intérêt l'examen de la présente demande par l'OMC.

Pour votre référence et à l'appui de la présente demande, veuillez trouver ci-joint une copie de la partie concernée de la décision VI/20 ainsi que des renseignements pertinents sur le Protocole de Cartagena (voir annexe).

ANNEXE

RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS À L'APPUI DE LA DEMANDE PRÉSENTÉE PAR LE SECRÉTAIRE EXÉCUTIF DE LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE EN VUE D'OBTENIR LE STATUT D'OBSERVATEUR AU COMITÉ DES MESURES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES (COMITÉ SPS) ET AU COMITÉ DES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE (COMITÉ OTC) DE L'OMC

I. Décision VI/20: Coopération avec d'autres organisations et initiatives et d'autres conventions

Sous la rubrique "*Coopération avec l'Organisation mondiale du commerce*", la conférence des Parties, aux paragraphes 25 à 29 de la décision VI/20,

25. *Réitère* qu'il faut que les accords commerciaux et les accords sur l'environnement se complètent pour assurer l'avènement d'un développement durable, comme le souligne la Conférence des Parties dans sa décision IV/15 adoptée à sa quatrième réunion et comme le reconnaissent le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et la Déclaration ministérielle de Doha adoptée par l'Organisation mondiale du commerce le 14 novembre 2001;

26. *Note* que la Déclaration ministérielle de Doha se félicite de la coopération suivie entre l'Organisation mondiale du commerce, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et d'autres organisations intergouvernementales pour l'environnement, et encourage les efforts visant à promouvoir une coopération entre l'Organisation mondiale du commerce et les organisations internationales compétentes en matière d'environnement et de développement;

27. *Reconnaît* qu'il importe de développer la coopération avec l'Organisation mondiale du commerce sur les questions qui entrent dans le cadre du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et *souligne* que pour préparer la mise en oeuvre du Protocole de Cartagena, il faudra parvenir à une complémentarité avec les accords pertinents de l'Organisation mondiale du commerce, en particulier l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, dans la perspective d'un développement durable;

28. *Se félicite* de la pratique instituée entre le Secrétaire exécutif et l'Organisation mondiale du commerce aux fins d'échange d'informations sur les activités du Comité intergouvernemental pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques;

29. *Prie* le Secrétaire exécutif de demander à l'Organisation mondiale du commerce le statut d'observateur et de représenter la Convention sur la diversité biologique aux réunions du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires et du Comité des obstacles techniques au commerce;

II. Renseignements pertinents sur le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques

Le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB) est déjà doté du statut d'observateur auprès du Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC. L'adoption du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques en janvier 2000 et les activités de suivi qui en ont découlé en matière d'élaboration des modalités d'application du Protocole font ressortir la nécessité d'établir une collaboration étroite avec le Comité SPS et le Comité OTC car la

mise en œuvre du Protocole peut avoir des implications potentielles pour les travaux de ces deux comités et vice versa.

Le Protocole de Cartagena, qui est issu de la CDB, s'applique aux mouvements transfrontières, au transit, à la manipulation et à l'utilisation de tout organisme vivant modifié (OVM) qui pourrait avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique. Le Protocole établit des procédures de notification et de décision relatives à l'importation et à l'exportation des OVM, dont, notamment, ce qui suit: procédure d'accord préalable en connaissance de cause, évaluation et gestion du risque, considérations socioéconomiques. Le Protocole souscrit dans l'ensemble à l'approche de précaution dans le but d'assurer un degré adéquat de protection aux fins de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité, compte tenu des risques pour la santé humaine. Le Protocole prévoit également des prescriptions pour assurer la manipulation, le transport, l'emballage et l'identification sans danger des OVM qui présentent un intérêt pour les travaux des Comités SPS et OTC.

En vue de sa mise en œuvre effective, le Protocole de Cartagena contient des dispositions relatives à la création de capacités dans les pays en développement parties afin de renforcer leurs ressources humaines et leurs capacités institutionnelles dans le domaine de la prévention des risques biotechnologiques. Un Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques est créé pour faciliter l'échange d'informations. Un mécanisme propre à encourager le respect des obligations découlant du Protocole et à traiter les cas de non-respect est en voie d'élaboration.

À ce jour, la CDB compte 183 Parties. Le Protocole de Cartagena a été signé par 103 États et organisations régionales d'intégration économique et 19 signataires ont déposé des instruments de ratification ou d'adhésion au jour où la présente lettre est rédigée. Il entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt du cinquantième instrument de ratification, d'adhésion, d'approbation ou d'acceptation.

Un Comité intergouvernemental pour le Protocole de Cartagena (CIPC) sera chargé des préparatifs de la première réunion des Parties au Protocole de Cartagena durant la période intérimaire, y compris l'élaboration de modalités d'application du Protocole. Le CIPC reconnaît l'importance de la coopération avec d'autres organisations internationales. À titre d'exemple, des progrès importants ont été réalisés en vue d'établir une coopération étroite avec le Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux. Une telle coopération vise avant tout à faire en sorte que l'objectif et toutes les prescriptions pertinentes du Protocole soient conformes aux normes internationales sur les mesures phytosanitaires concernant les organismes nuisibles pour les végétaux qui sont des OVM.

Résumé des dispositions du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques ayant un rapport avec les Accords SPS et OTC

Alinéas pertinents du préambule

Estimant que les accords sur le commerce et l'environnement devraient se soutenir mutuellement en vue de l'avènement d'un développement durable,

Soulignant que le présent Protocole ne sera pas interprété comme impliquant une modification des droits et obligations d'une Partie en vertu d'autres accords internationaux en vigueur,

Considérant qu'il est entendu que le présent préambule ne vise pas à subordonner le Protocole à d'autres accords internationaux,

Objectif (Article premier)

L'objectif du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (le Protocole) est, conformément à l'approche de précaution consacrée par le Principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, de contribuer à assurer un degré adéquat de protection pour le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger des organismes vivants modifiés résultant de la biotechnologie moderne qui peuvent avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine, en mettant plus précisément l'accent sur les mouvements transfrontières.

Champ d'application (Articles 4-5)

Le présent Protocole s'applique aux mouvements transfrontières, au transit, à la manipulation et à l'utilisation de tout organisme vivant modifié (OVM) qui pourrait avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique. Cependant, le Protocole ne s'applique pas aux mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés qui sont des produits pharmaceutiques destinés à l'homme relevant d'autres accords ou organismes internationaux pertinents.

Procédure d'accord préalable en connaissance de cause (articles 7 à 10 et 12)

Le Protocole définit une procédure d'accord préalable en connaissance de cause s'appliquant à la notification et à la prise de décision relatives à l'exportation et à l'importation d'OVM destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement. Dans le cadre de cette procédure, la Partie exportatrice, ou exportateur, avant le premier mouvement transfrontière intentionnel d'organismes vivants modifiés, notifie l'autorité nationale compétente du mouvement transfrontière envisagé et fournit les informations exigées par le Protocole.

Une fois la notification faite, la Partie importatrice prendra, dans le délai prévu par le Protocole, une décision concernant l'autorisation ou le refus d'autorisation de l'importation et les conditions y afférentes. Cette décision doit être fondée sur l'évaluation des risques spécifiée à l'article 15 et à l'annexe III du Protocole. Cependant, l'absence de certitude scientifique due à l'insuffisance des informations et connaissances scientifiques pertinentes concernant l'étendue des effets défavorables potentiels d'un organisme vivant modifié sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans la Partie importatrice, compte tenu également des risques pour la santé humaine, n'empêche pas cette Partie de prendre comme il convient une décision concernant l'importation de l'organisme vivant modifié en question pour éviter ou réduire au minimum ces effets défavorables potentiels.

Le fait qu'une Partie ne communique pas sa décision dans un délai de 270 jours après la date de réception de la notification ne signifie pas qu'elle consente à un mouvement transfrontière intentionnel.

Procédure à suivre pour les OVM destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés (article 11)

Les OVM destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés ne sont pas soumis à la procédure d'accord préalable en connaissance de cause. Un mécanisme d'échange d'informations pour les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés est établi par le biais du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques. Toute Partie qui prend une décision définitive concernant l'utilisation sur le territoire national, y compris la mise sur le marché, d'un organisme vivant modifié qui peut faire l'objet d'un mouvement transfrontière et qui est destiné à

être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformé, doit, dans les 15 jours qui suivent, en informer les autres Parties, par l'intermédiaire du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

Toute Partie peut prendre, dans le cadre de sa réglementation nationale, une décision concernant l'importation d'un organisme vivant modifié destiné à être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformé, sous réserve que cette décision soit conforme à l'objectif du présent Protocole. Cependant, l'absence de certitude scientifique due à l'insuffisance des informations et connaissances scientifiques pertinentes concernant l'étendue des effets défavorables potentiels d'un organisme vivant modifié sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans la Partie importatrice, compte tenu également des risques pour la santé humaine, n'empêche pas cette Partie de prendre comme il convient une décision concernant l'importation de cet organisme vivant modifié s'il est destiné à être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformé, pour éviter ou réduire au minimum ces effets défavorables potentiels.

Évaluation des risques (article 15)

Les évaluations des risques entreprises en vertu du présent Protocole le sont selon des méthodes scientifiques éprouvées, conformément à l'annexe III du Protocole et en tenant compte des méthodes d'évaluation des risques reconnues. Ces évaluations des risques s'appuient au minimum sur les informations fournies conformément à l'article 8 et sur d'autres preuves scientifiques disponibles permettant de déterminer et d'évaluer les effets défavorables potentiels des organismes vivants modifiés sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine.

La Partie importatrice peut exiger que l'exportateur procède à l'évaluation des risques. Le coût de l'évaluation des risques est pris en charge par l'auteur de la notification si la Partie importatrice l'exige.

Manipulation, transport, emballage et identification (article 18)

Les Parties au Protocole prennent les mesures nécessaires pour exiger que les organismes vivants modifiés qui font l'objet d'un mouvement transfrontière intentionnel relevant du présent Protocole soient manipulés, emballés et transportés dans ses conditions de sécurité tenant compte des règles et normes internationales pertinentes.

La Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole, organe suprême du Protocole, détermine s'il est nécessaire d'élaborer des normes d'identification, de manipulation, d'emballage et de transport, en consultant d'autres organismes internationaux compétents en la matière.

Autorité nationale compétente et correspondants nationaux (article 19)

Chaque Partie désigne un correspondant national chargé d'assurer en son nom la liaison avec le Secrétariat. Chaque Partie désigne également une ou plusieurs autorités nationales compétentes chargées de s'acquitter des fonctions administratives qu'appelle le Protocole et autorisées à agir en son nom dans l'exécution de ces fonctions. Une Partie peut confier à une entité unique les fonctions de correspondant national et d'autorité nationale compétente.

Échange d'informations et Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (article 20)

Un Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques est créé dans le cadre du Protocole pour faciliter l'échange d'informations scientifiques, techniques, écologiques et juridiques relatives aux organismes vivants modifiés. Les Parties au Protocole communiquent au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques les informations suivantes: a) toutes les lois, réglementations et directives nationales en vigueur visant l'application du Protocole, ainsi que les informations requises par les Parties dans le cadre de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause; b) tout accord ou arrangement bilatéral, régional ou multilatéral; c) un résumé des évaluations des risques ou des études environnementales relatives aux organismes vivants modifiés menées en application de sa réglementation; d) décisions finales concernant l'importation ou la libération d'organismes vivants modifiés; e) les rapports sur l'application de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause.

Non-Parties (article 24)

Les mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés entre Parties et non-Parties doivent être compatibles avec l'objectif du Protocole. Les Parties peuvent conclure des accords et arrangements bilatéraux, régionaux ou multilatéraux avec des non-Parties au sujet de ces mouvements transfrontières.

Les Parties encouragent les non-Parties à adhérer au Protocole et à communiquer au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques des renseignements appropriés sur les organismes vivants modifiés libérés sur leur territoire, ou faisant l'objet de mouvements à destination ou en provenance de zones relevant de leur juridiction nationale.

Considérations socioéconomiques (article 26)

Les Parties, lorsqu'elles prennent une décision concernant l'importation, en vertu du présent Protocole ou en vertu des mesures nationales qu'elles ont prises pour appliquer le Protocole, peuvent tenir compte, en accord avec leurs obligations internationales, des incidences socio-économiques de l'impact des organismes vivants modifiés sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, eu égard à la valeur de la diversité biologique pour les communautés autochtones et locales, en particulier.

Les Parties sont encouragées à coopérer à la recherche et à l'échange d'informations sur l'impact socio-économique des organismes vivants modifiés, en particulier pour les communautés autochtones et locales.

Respect des obligations (article 34)

La Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole examine et approuve, à sa première réunion, des procédures et des mécanismes institutionnels de coopération propres à encourager le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-respect. Ces procédures et mécanismes comportent des dispositions visant à offrir des conseils ou une assistance, le cas échéant. Ils sont distincts et sans préjudice de la procédure et des mécanismes de règlement des différends établis en vertu de la Convention.

Pour le texte intégral du Protocole, se reporter à l'adresse électronique suivante:
<http://www.biodiv.org/biosafety/protocol.asp>.
